

Sous embargo jusqu'au 1er juillet 2008, 14 heures, heure de New York, 19 heures GMT

## **Face aux sévères restrictions de crédit, à l'inflation galopante, aux emplois précaires, l'ONU appelle à une nouvelle réflexion sur les politiques pour faire face à l'insécurité économique**

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, NEW YORK, 1<sup>er</sup> juillet 2008. Au lendemain de sommets mondiaux où furent évoquées les menaces liées à la hausse incontrôlée des coûts de l'alimentation et de l'énergie, l'ONU rend publique aujourd'hui une évaluation de l'insécurité économique et des propositions visant à la contrôler.

Au moment où de graves troubles politiques causés par la cherté de la vie, l'inégalité et les incertitudes du marché de l'emploi sont des dimensions économiques essentielles sous laquelle considérer les problèmes mondiaux de sécurité, l'ONU signale que l'insécurité est ressentie avec une acuité particulière dans les pays les plus pauvres. L'optimisme récent, inspiré par l'espoir que la pauvreté serait vaincue grâce à l'accélération de la croissance dans les économies émergentes et même dans quelques pays très pauvres, s'est changé en anxiété devant la sévère perte de vitesse qu'accuse l'économie mondiale, la montée vertigineuse des prix et les faiblesses du marché de l'emploi dans le secteur structuré.

Même dans les pays avancés, l'insécurité économique est associée à l'aggravation des inégalités, à l'endettement et au resserrement des prestations sociales, selon *La situation économique et sociale dans le monde 2008\**, que publie le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

Les économistes de l'ONU soutiennent que, laissés à eux-mêmes, les marchés n'assurent pas les niveaux nécessaires de sécurité économique. Ils recommandent certaines mesures pour réduire l'ampleur de l'oscillation des cycles économiques, limiter le recours à l'endettement et financer des instruments de croissance économique, adapter les politiques macroéconomiques en fonction des priorités du développement, et injecter une vigueur nouvelle dans le multilatéralisme. Le rapport affirme que les responsables ont partout fort à faire pour replâtrer le contrat social.

L'agriculture est un exemple de politiques mal conçues: la pression exercée sur les économies en développement pour obtenir qu'elles ouvrent leurs marchés commerciaux et financiers a précédé l'octroi des moyens nécessaires à des exploitations productives et à la mise en place de l'infrastructure rurale. Ce manque de capacités est devenu maintenant un facteur déstabilisant d'un aspect fondamental de la sécurité des individus et de la société – l'aptitude d'un pays à nourrir ses citoyens.

Les économistes de l'ONU recommandent de recourir pour l'agriculture à des interventions stratégiques intégrées et à l'investissement public, et ils appellent à une réflexion fraîche sur l'industrialisation aussi bien qu'à un meilleur équilibre des

politiques économiques et sociales. Telle est la base de l'approche suivie avec un remarquable succès par les pays d'Asie orientale.

### Un monde nouveau en proie à la peur

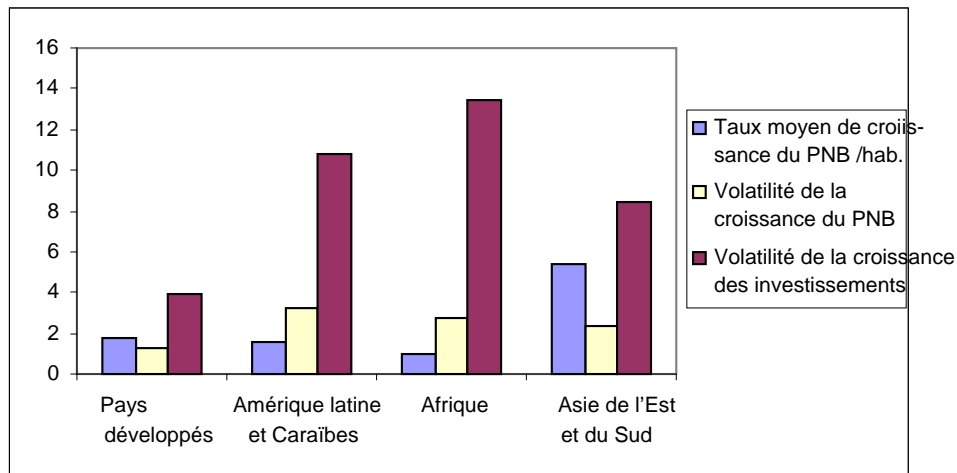
De récents sondages d'opinion indiquent que l'insécurité est vivement ressentie par le public dans les pays développés comme dans les pays en développement. Et l'anxiété individuelle envahit maintenant les rues sous la forme de manifestations déclenchées par la hausse des prix des vivres et du combustible.

Aux États-Unis, l'insécurité tant des milieux financiers que du public a résulté de l'écroulement du marché des hypothèques douteuses, qui a commencé voici bientôt un an.

Le rôle majeur des hypothèques et des instruments financiers garantis par un actif, ainsi que leur vulnérabilité, sont révélateurs de la constatation des économistes de l'ONU que l'instabilité de l'investissement a été marquée en comparaison de la production depuis les années 90, surtout dans les pays en développement, cela avec un impact négatif sur la croissance (*voir graphique 1*).

### Graphique 1. Croissance économique et volatilité de la croissance et de l'investissement - moyennes pour la période 1991-2006

(taux de croissance du PNB et écarts-types des taux de croissance, de la production et de l'investissement)



Source: ONU, DAES.

### Les moyens de financement circulent, l'investissement faiblit

“La dette, l'effet multiplicatif sur la consommation, le nantissement, et la formation des expectatives, sont devenus les moteurs dominants du cycle [économique]”, affirme le rapport. Des mécanismes complexes destinés à gérer le risque en le répartissant entre les différents acteurs financiers n'ont servi en fait qu'à l'étaler davantage, conduisant ainsi à des crises dans les marchés du logement et du crédit dans les pays développés, crises qui se sont étendues au monde entier.

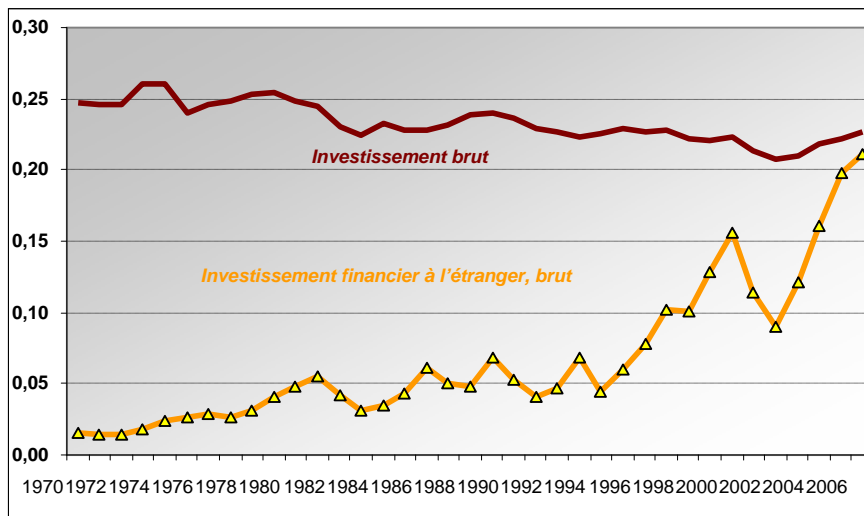
Le triomphe d'instruments financiers exotiques sur l'investissement productif a été facilité par le concept d'un marché autorégulateur, idée fixe de la fin du XXe siècle. C'est une obsession séduisante, en ce qu'elle promet une croissance économique largement automatique. Mais les observateurs attentifs comprennent que les marchés ne s'autorégulent pas, souligne *La situation économique et sociale dans le monde*, où il est demandé que l'on prête de nouveau attention à l'éventail d'institutions, règles, règlements et normes desquels sont tributaires les marchés qui fonctionnent bien.

L'apparition d'un environnement économique moins lourd de risques exigera un investissement plus productif, mais en dépit de tous les propos présentant l'amélioration du climat de l'investissement comme associée à la dérégulation des marchés financiers, la tendance souhaitée ne s'est pas matérialisée. Les schémas des investissements sont devenue déséquilibré, et particulièrement l'explosion des flux de capitaux transfrontaliers, qui sont dominés par l'achat et la vente d'avoirs existants, même là où les profits étaient en voie d'augmentation (*graphique 2*).

L'idée préconçue de la succession de cycles est l'un des traits les plus prononcés de marchés financiers affranchis de toute règle. Quand tout se passe bien et que les marchés ont un excès de vitalité, les investisseurs affluent. Aussi longtemps qu'un certain montant d'investissements réalisés à l'aide d'instruments du marché monétaire peut soutenir les processus de croissance et promouvoir le développement, les transactions de grande valeur et la rapidité des flux risquent d'entraîner l'inflation, de fausser et déstabiliser les marchés. A l'inverse, dès qu'une tendance négative se dessine, on assiste à une fuite du capital aussi rapide, voire plus rapide, que son afflux antérieur.

**Graphique 2. Relation entre les flux financiers (investissements financiers à l'étranger bruts) et les investissements productifs (formation brute de capital fixe)**

(en pourcentages du produit mondial brut)



Source: ONU/DAES

L'ONU recommande que les gouvernements répondent par des mesures fiscales en agissant à contre-pied du cycle – mettant de côté des ressources durant les phases ascendantes, stimulant l'activité économique durant les phases descendantes. De telles mesures exigent des appuis institutionnels efficaces et des règles complémentaires concernant la discipline fiscale et la gestion de la dette.

Les flux financiers qui suivent le mouvement d'un cycle tendent en outre à exacerber l'instabilité des cours des produits de base. La récente augmentation de ces cours, liée à la forte demande de la Chine, a aidé les pays exportateurs, surtout en Afrique et en Amérique latine, à améliorer leur croissance. Mais, selon *La situation économique et sociale dans le monde*, l'instabilité des cours des produits de base a été et continue d'être une source d'instabilité générale.

Il est particulièrement difficile de gérer la hausse rapide des cours des produits de base, et leur baisse peut infliger un dommage durable. Par ailleurs, la montée brutale récemment intervenue des prix du combustible et des vivres est un facteur d'inflation et opère une ponction sévère sur les revenus des ménages.

Alors que l'intégration économique mondiale se poursuit, il est prioritaire que l'aptitude des pays à s'assurer une position compétitive dynamique soit fondée sur l'innovation, la modernisation et la diversification qui permettra de maximiser les gains et de limiter au minimum les risques.

### **Un regard vers l'avenir; le multilatéralisme sous un jour nouveau**

La constitution d'énormes réserves de devises étrangères est l'une des mesures que de nombreux pays en développement ont prises pour se protéger de l'instabilité des flux financiers et des marchés de produits de base. Mais le fait que cette épargne demeure en grande partie inactive coûte à ces pays environ 100 milliards de dollars par an, selon les évaluations de *La situation économique et sociale dans le monde*. L'ONU recommande de continuer et d'amplifier la pratique de placer ces réserves en devises étrangères dans des fonds plus productifs, et notamment de les utiliser pour investir directement dans des projets de développement dans d'autres pays en développement.

Tandis que les gouvernements recherchent dans chaque pays des mesures permettant de surmonter les chocs et d'assurer la sécurité, la coopération internationale pourrait être le moyen le plus efficace de faire progresser l'agenda de sécurité économique. *La situation économique et sociale dans le monde* invite à:

- Rénover le système de Bretton Woods: mécanismes compensatoires plus efficaces pour faire face aux chocs externes; appui aux mesures macroéconomiques qui agissent à contre-pied du cycle et réglementation financière plus solide au niveau mondial; coordination des politiques ne laissant aucun pays à l'écart.
- Reprendre le Plan Marshall: une structure de l'aide plus efficace qui prenne au sérieux la prise de contrôle par les pays et qui soutienne les priorités et les capacités locales.
- Recréer le *New Deal* à l'échelle mondiale : La Banque mondiale a demandé un *new deal* (nouvelle donne) pour l'agriculture, recherchant la libéralisation du

commerce pour les produits agricoles aussi bien qu'un investissement accru dans l'agriculture. Mais, comme ce fut le cas dans la réaction à la Dépression des années 1930, il est nécessaire d'agir pour freiner les abus des plus puissants dans le jeu du marché, ainsi que de mieux répartir le fardeau des chocs.

Cette année, *La situation économique et sociale dans le monde* évalue d'autre part l'insécurité liée aux conditions météorologiques, aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques; ainsi que l'insécurité inhérente à la quête de moyens de subsistance dans des pays déchirés par des guerres civiles qui, aujourd'hui, durent plus longtemps et causent plus des bouleversements (*voir communiqués de presse connexes*).

**Pour plus ample information**, contacter Tim Wall, Département de l'information (ONU), Section du développement, 1 212 963 5851, [walt@un.org](mailto:walt@un.org).